

#### Fins de vie, éthique et société

Dir. Emmanuel Hirsch

Toulouse Erès, coll. Erès poche - Société 2012. 600 p.

a loi du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la a loi du 22 avril 2005 relative dux dione des minimo politique. Les conditions de la fin de vie interrogent à la fois nos obligations sociales et les exigences du soin.

Les missions des professionnels de santé ne peuvent plus être axées uniquement sur la guérison. Une nouvelle culture de la fin de vie, de nouvelles solidarités, des pratiques professionnelles différentes au service de la personne malade et de ses proches s'instaurent. Cet ouvrage collectif considéré comme une référence associe les meilleures compétences à une réflexion concrète sur les situations de soins en fin de vie. Cette réédition en poche entièrement revue et actualisée propose, dans une approche pluridisciplinaire, la synthèse la plus rigoureuse et la plus complète des réflexions et des expériences sur ce sujet qui nous concerne tous.

## toxicomanie

Drogues: faut-il interdire? Alain Morel, Jean-Pierre Couteron Dunod, 2011. 272 p.

eaut-il interdire les drogues ou au contraire réviser les interdits actuels? L'ouvrage présente les différentes problématiques des drogues et des addictions, ainsi que les différents modes de consommation des différents produits. Ni la légalisation ni la prohibition ne sont les réponses qui conviennent car il faut adapter les pratiques à la société actuelle, en constante évolution. À la fois professionnels des addictions mais aussi citoyens, les auteurs s'engagent dans ce débat public en apportant leur expérience et soulèvent les questions de fond.

# vaccination

#### **Guide des vaccinations**

Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes). 2012. 488 p.

http://www.inpes.sante.fr/ CFESBases/catalogue/pdf/1133.pdf.

e guide a pour objectif d'aider ✓ tous les professionnels de

santé à actualiser leurs connaissances dans le domaine des maladies infectieuses et des vaccinations. Il comprend notamment les nouvelles recommandations du calendrier vaccinal, la vaccination de populations spécifiques, les principes et bases immunologiques, les aspects pratiques, la mise au point des vaccins et la prise en charge par l'assurance maladie, la politique vaccinale, le suivi et l'évaluation des programmes de vaccination ainsi que l'accompagnement du patient. Des annexes fournissent les renseignements pratiques.

## sécurité des patients

### Estimation du surcoût des événements indésirables associés aux soins

Clément Nestrigue, Zeynep Or Institut de recherche et de documentation en économie de la santé, Irdes, février 2012, 30 p.

es événements indésirables associés aux soins (EIS) représentent non seulement un problème de sécurité et de qualité des soins pour les patients, mais également un problème économique

puisque leurs conséquences financières peuvent être importantes. Cependant, jusqu'ici en France, il n'y avait aucune étude de coût à l'échelle nationale concernant l'impact économique des événements indésirables associés aux soins. Ce document exploite les données hospitalières collectées en routine afin d'établir l'importance et les conséquences économiques de neuf EIS à l'hôpital, dont notamment la septicémie postopératoire, ou l'embolie pulmonaire, ou encore les escarres.

Il contribue à repérer les domaines où intervenir en priorité et cibler les ressources visant à l'amélioration de la sécurité des patients.

La santé publique au service du bien comment?

Balises, Éditions de santé, février 2012. 360 p.

**Didier Jourdan** 

a santé publique, comme politique et comme champ de pratique, tient une place importante dans la vie sociale. Elle trouve son expression dans un large éventail d'interventions qui se réfèrent à la surveillance de l'état de santé de la population, à l'organisation des services de santé, à la sécurité sanitaire, à la prévention ou à la promotion de la santé.

Ces interventions de santé publique ne sont pas neutres: elles posent de sérieux problèmes éthiques. Qu'il s'agisse de la gestion des crises sanitaires, du statut des données personnelles collectées sur les personnes ou bien des pratiques de dépistage à but préventif, les débats de ces dernières années les ont mis en lumière. Sur quoi fonder la légitimité de telle ou telle politique de prévention qui limite la liberté des individus à disposer d'eux-mêmes? Qu'est-ce qui la motive? À quelle vision du rôle des pouvoirs publics cette intervention se réfère-t-elle? Qui décide de ce qui doit être promu ou proscrit? Peut-on tolérer de voir se développer le contrôle social des individus au nom d'un état d'exception sanitaire permanent? Quel statut donne-t-on à la personne «sujet» ou «objet» du programme de santé publique? Comment ce dernier est-il garant de la liberté de disposer de soi, de l'autonomie des individus, notamment des plus vulnérables? En quoi telle pratique de prévention est-elle acceptable? Le caractère crucial de ces questions est renforcé par le fait qu'il s'agit d'intervenir sur la santé, non pas seulement dans un cadre curatif (en réponse à une demande de soin) ou en contexte épidémique (crise sanitaire), mais dans un cadre préventif (avant qu'une maladie ne se soit déclarée et sans que la personne ne l'ait demandé).

Donner les moyens à tous les acteurs de porter un jugement éthique sur les politiques et les pratiques de prévention est ainsi un enjeu central. C'est la finalité de ce livre que d'y contribuer. Sur la base d'une analyse approfondie des problématiques éthiques, il propose un ensemble de repères pour l'action dans le champ de la prévention et de l'éducation à la santé. Chercheurs, professionnels, étudiants, mais aussi décideurs ou citoyens intéressés par les questions de santé publique en constituent le public.

> La rubrique Lectures a été rédigée par le Centre de ressources documentaires multimédia du ministère chargé de la Santé.